



Le cadre socio-fiscal et les objectifs de la politique d'emploi et de la politique sociale concernant les services à la personne (SAP)

CNIS – 6 septembre 2016

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

DGe
DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES

L'INTERVENTION PUBLIQUE – DES DEUX LOGIQUES

Politique sociale

Accès « universel »
pour assister des personnes
fragiles → baisse du reste à
charge (RàC).

Aide conditionnée à un
niveau de fragilité
(dépendance, petite enfance,
handicap,...) (=ciblage)
et au niveau de revenu.

Soutien historique (1945,
1975, 1985, 1987)

$0 \leq \text{RàC} < \text{Prix non déclaré}$

Politique de l'emploi

Création d'emplois (fort contenu en emploi
et qualifications « faibles ») et lutte contre
le travail au noir.

Reste à charge proche du prix du travail
au noir et/ou proche du salaire net de
l'utilisateur (Gary Becker).

Aide faiblement conditionnée (plafonds de
dépenses et liste fermée d'activité)

Deux vagues « récentes » de mesures
(1991-96 et 1999-2005)

$\text{RàC} = +/- \text{Prix non déclaré}$

MIX DES POLITIQUES: Dans l'Union européenne

Politiques séparées (généralement)

Politique sociale
Services d'aides aux publics fragiles

Instruments de l'offre mais passage vers la demande avec plus de concurrence

Politique de l'emploi
Services de confort

Instruments de la demande
Concurrence entre offreurs

OU

Pas de prélèvement ni de soutien

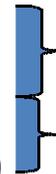
Limité à quelques heures par jour ou semaine

Politiques jointes (France)

Politique de l'emploi (abattements)

Politique sociale (exo + aides directes)

Politique de l'emploi (réduction/crédit IR)



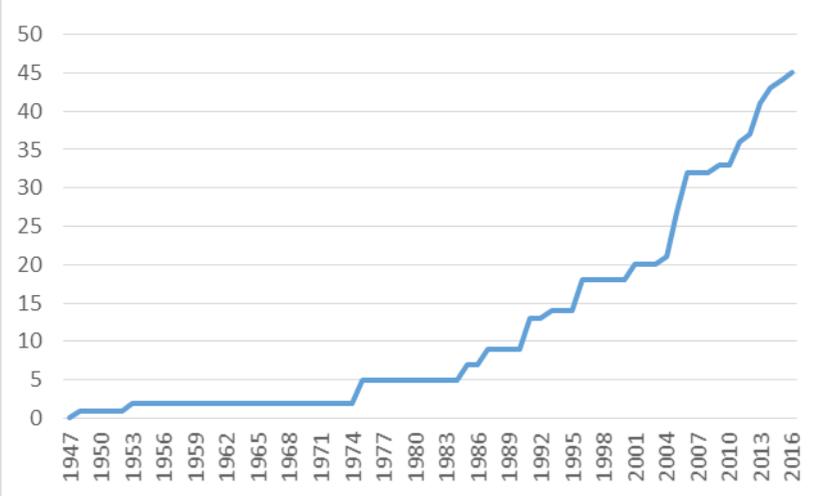
Offre

Demande

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

COMMENTAIRE : SECTEUR ILLISIBLE

Cumul de l'activité des pouvoirs publics



**+/- 15 mesures socio-fiscales
Portant sur l'offre ou la demande**

	Toutes activités	Aides publics fragiles	Vie quotidienne
Exonérations, abattements et taux réduits	24%	25%	23%
Aides directes	44%	64%	11%
Réduction et crédit IR	32%	11%	66%

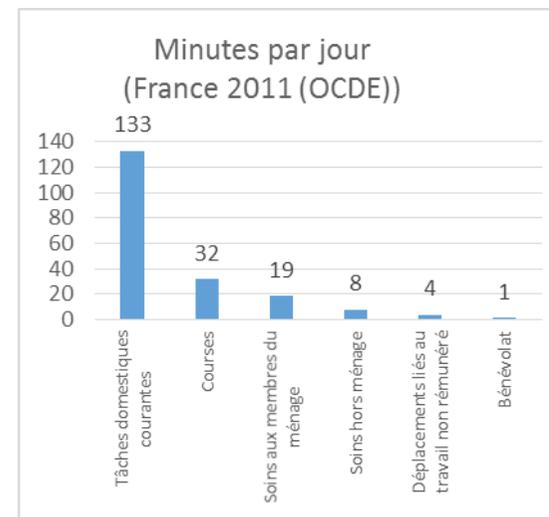
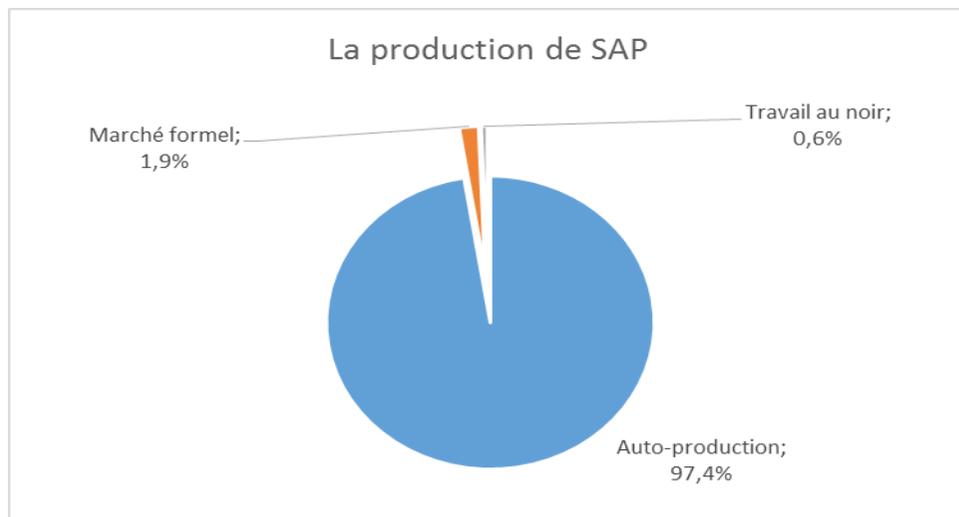


**Construction par strates
Pas de vision stratégique
Multiplicité des prix
Imbrication des aides
Gouvernance complexe
Instabilité
Illisibilité**



LES DETERMINANTS DE LA DEMANDE

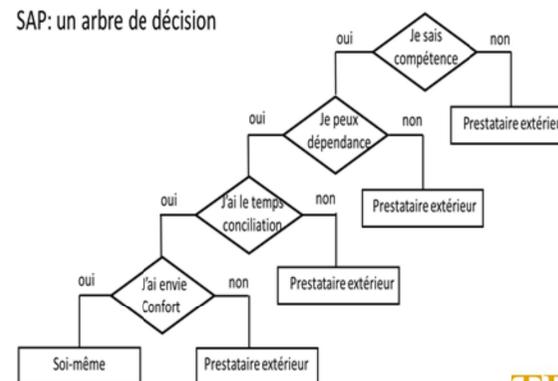
Le premier producteur de SAP est d'abord le consommateur lui-même.



Le salaire net du consommateur-producteur est son coût d'opportunité.

1 minute d'externalisation supplémentaire par jour et par adulte = 120.000 EQTP

SAP: un arbre de décision



TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Coûts bruts – recettes – coûts nets

Traditionnellement, le chiffre de 6,4 milliards € est cité (coût classique).

Ce chiffrage correspond aux dépenses fiscales et niches sociales.

L'ajout, notamment, des réductions « générales » non sectorielles (Fillon et CICE) et des aides directes (ex: APA et PCH)

portent le coût brut à près de 11,5 milliards €
L'effet de retour direct via les recettes fiscales et sociales:

Recette brute : 8,7 Mrd€

Le coût net : 2,7 Mrd€

A ce stade non prise en compte des effets d'aubaine (qui alourdissent les coûts) ni des effets de retour indirects (qui augmentent les recettes).

EN COMPTABILITE NATIONALE

Recettes

4,2 (= 8,7 – 4,5 de moindres recettes
dont 2,2 pour des exo
et 1,6 pour la réduction IR)

4,2

Dépenses

4,9 (aides directes)
2 (crédit IR)

0,1 (autres)

7,0

Solde 2,7*

Moindres recettes + Dépenses = 11,5

Recettes réelles + moindres recettes = 8,7

Dépenses – recettes = 2,7

* arrondi

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

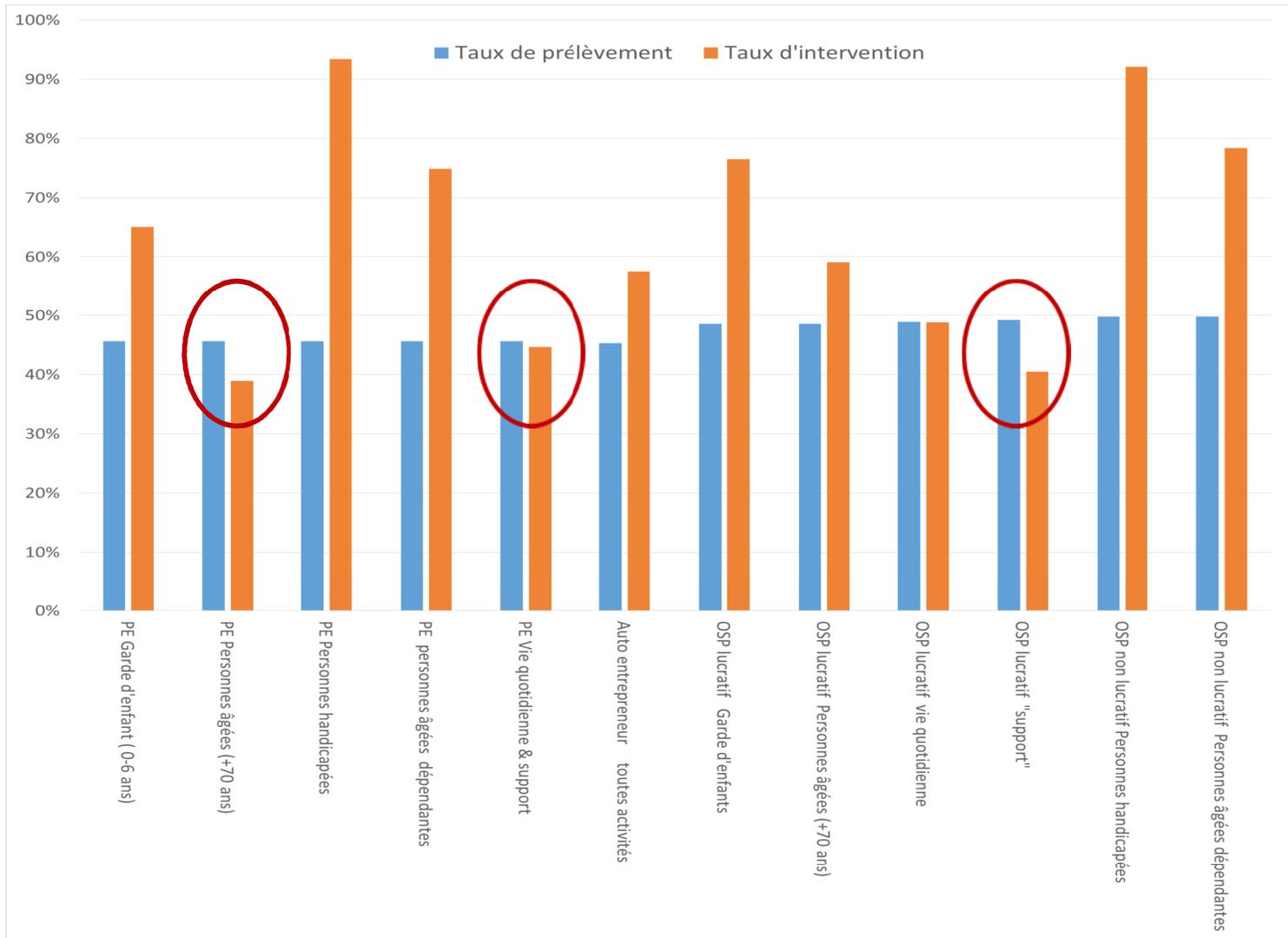
LES COÛTS ET RECETTES PAR GROUPES D'ACTIVITES

« Aides publiques fragiles » = enfants en bas âge, personnes âgées dépendantes et handicapées → logique politique sociale
« Vie quotidienne » = autres publics dont les personnes âgées non dépendantes → logique politique « emploi »

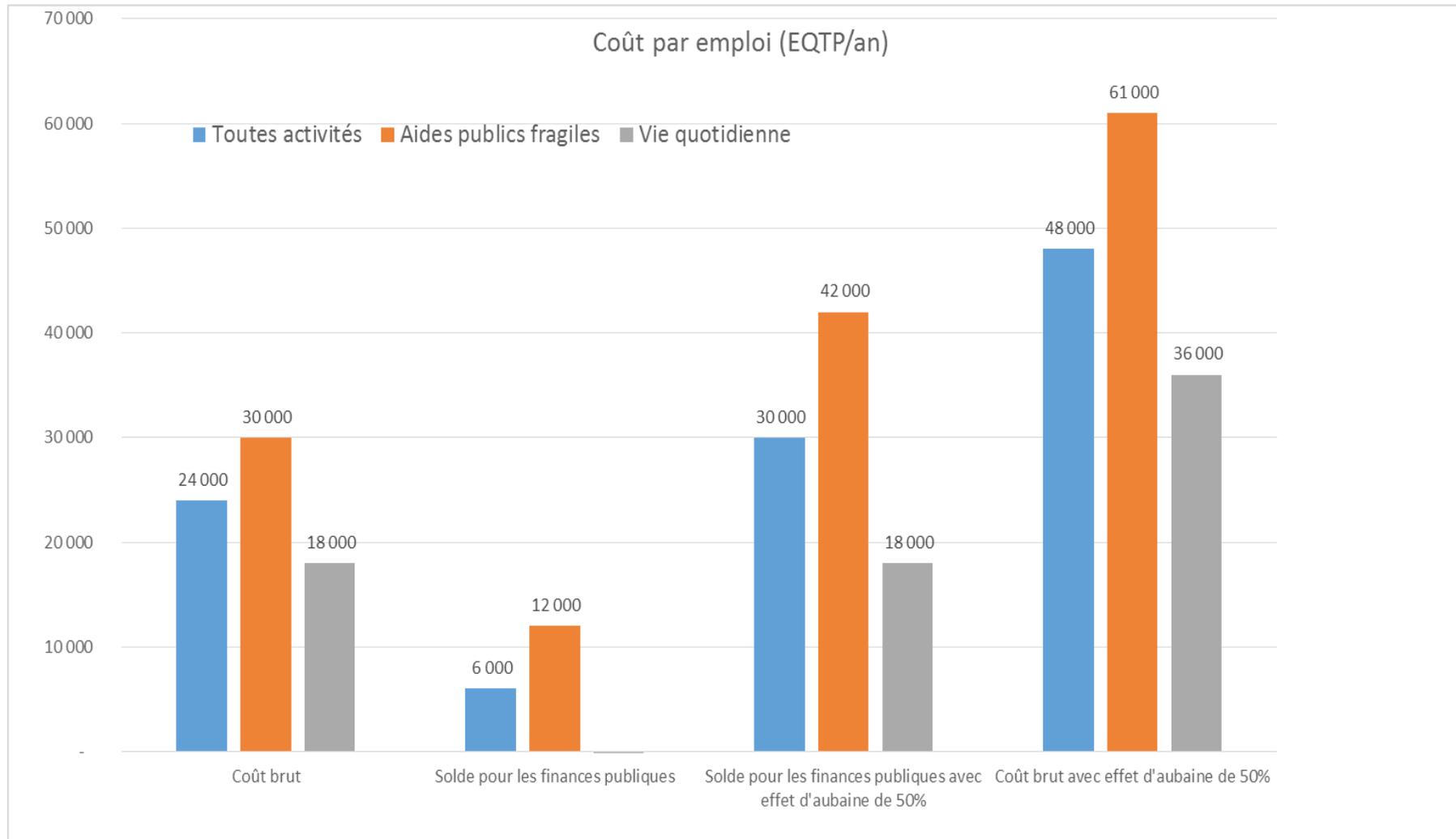
Compte tenu de la logique d'intervention, le coût pour les finances publiques doit être différent

En Md€	Toutes activités	Aides publics fragiles	Vie quotidienne
Coût brut	11,5	7,1	4,3
Exonérations, abattements et taux réduits	2,8	1,8	1,0
Aides directes (et autres aides)	5,0	4,6	0,5
Réduction/crédit d'IR	3,6	0,8	2,9
Recettes brutes	8,7	4,3	4,4
Solde pour les finances publiques	2,7	2,8	-0,1
<i>Pour mémoire, les niches fiscales et sociales</i>	6,4	2,6	3,7

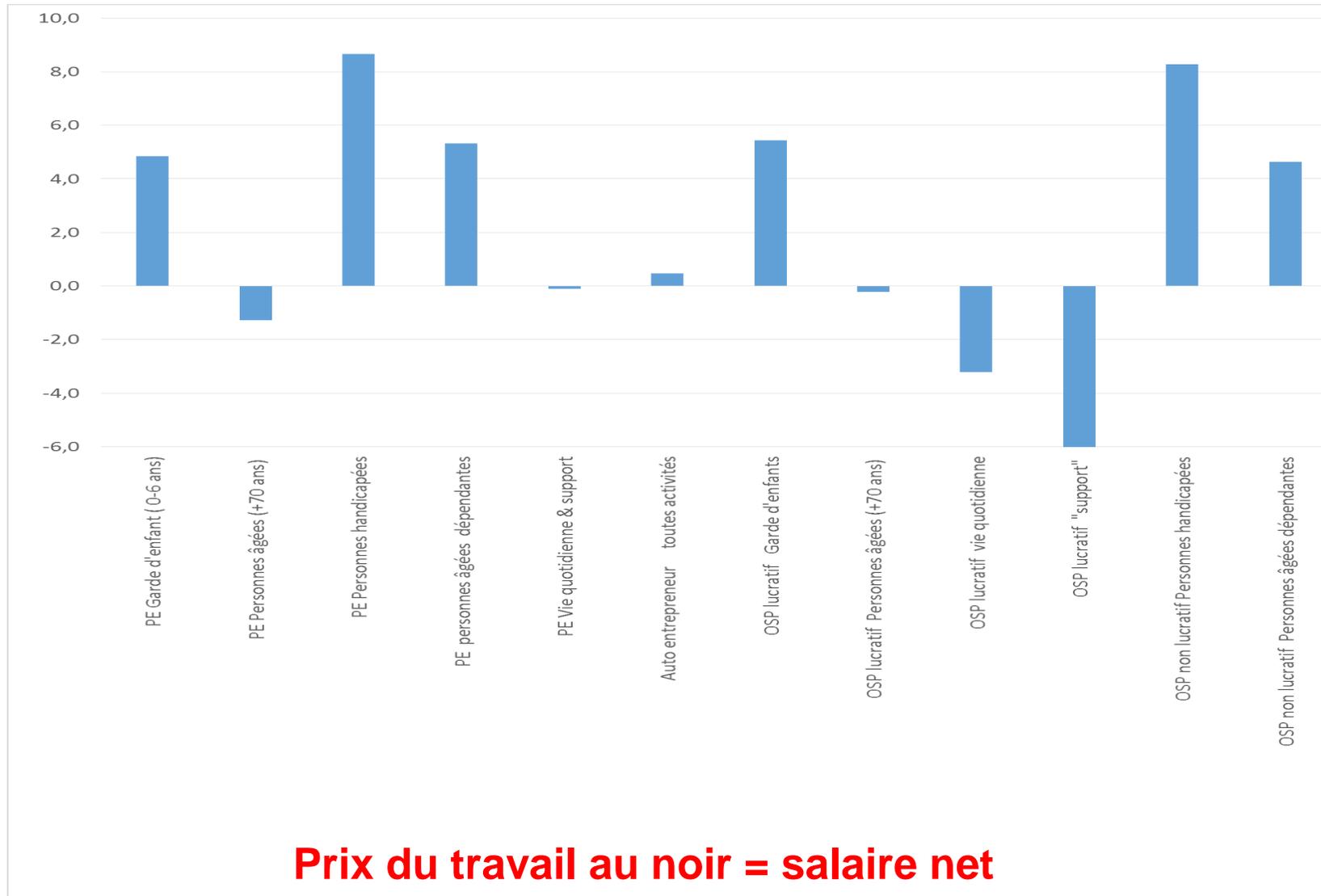
Taux de prélèvement et d'intervention pour quelques profils



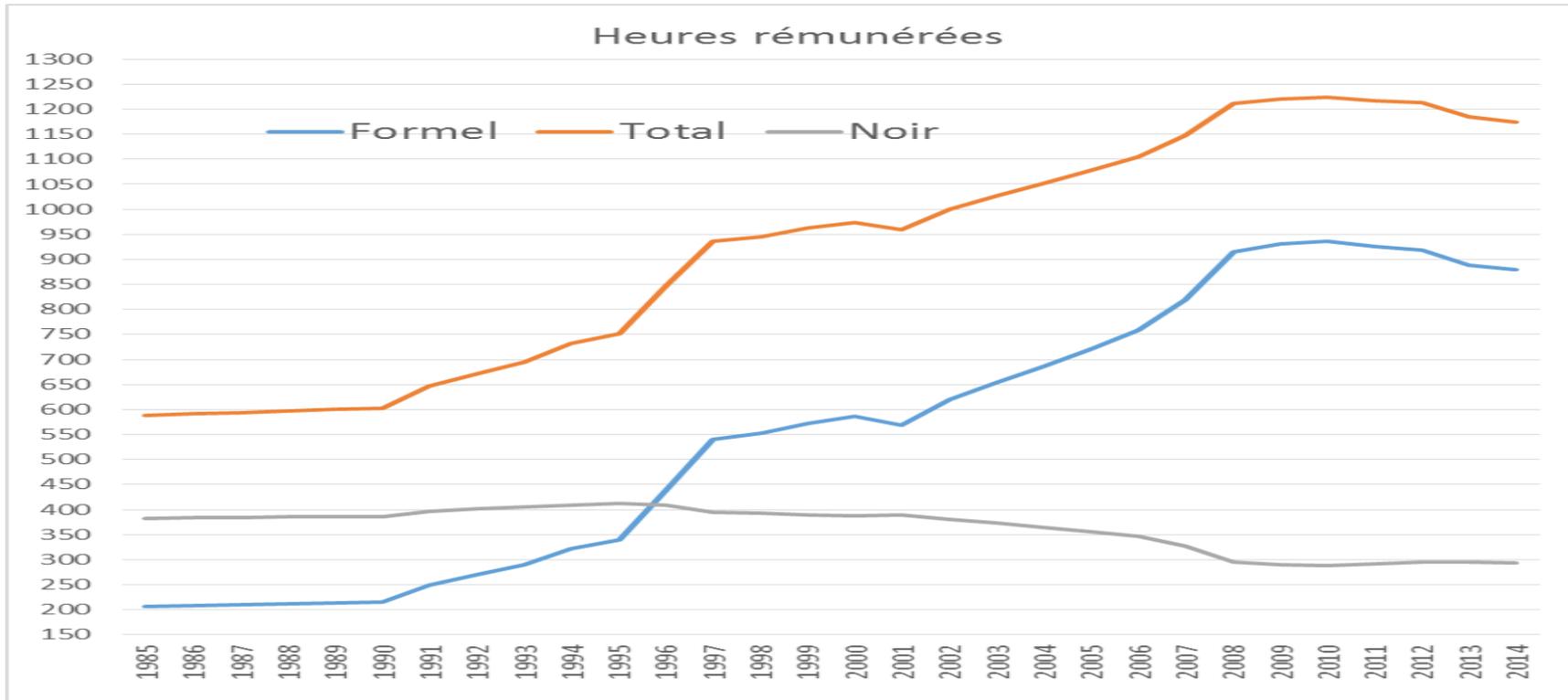
COÛT PAR EMPLOI



COMPETITIF FACE AU TRAVAIL AU NOIR ?



EVOLUTION DU MARCHÉ ET TRAVAIL ILLEGAL



de 1994 à 2012 DARES

pour 1985 Dares Premières synthèses N°46.1 1997

Entre 1985 et 1994, extrapolation prenant en compte la mesure de 1991

de nouvelles

externalisations de la sphère ménagère

Merci pour votre attention